Et un ! Et deux ! Et trois zéro ! » scande la foule. Il est presque minuit, en cette nuit du 12 au 13 juillet 1998, la France vient de remporter pour la première fois la Coupe du monde de football en terrassant en finale le Brésil de Ronaldo.

Depuis le coup de sifflet final, des millions de personnes laissent éclater leur joie dans toutes les rues, sur toutes les places du pays et commence une longue nuit d'allégresse populaire, du jamais vu pour une victoire sportive dans l'Hexagone. C'est que les sentiments de fierté sportive ont besoin d'un théâtre international pour s'exprimer : avec les Jeux olympiques, et plus que d'autres compétitions mondiales apparues au XXe siècle, la Coupe du monde fournit une des scènes les plus importantes sur laquelle se rehausse ou s'affaiblit le prestige des nations. Pendant un mois, les flux d'images qu'elle produit alimenteront un corpus de représentations que presque chaque pays cherche à enrichir ou à constituer. Chaque communauté nationale pourra y puiser pour fortifier sa cohésion et entretenir une mémoire collective. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser par illusion rétrospective, cela a loin d'avoir toujours été le cas : la Coupe du monde de football n'a pas toujours mobilisé les opinions publiques et offre un bon exemple de l'invention d'une tradition sportive.

Durant l'entre-deux-guerres, l'épreuve footballistique de référence est en effet le tournoi olympique. L'entrée dans l'ère des rivalités sportives se situe précisément en 1920 lorsque les gouvernements français, belge et britannique exigèrent de leurs comités olympiques respectifs qu'ils interdisent aux athlètes des anciennes puissances centrales (l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie) de participer aux Jeux olympiques d'Anvers. Dès lors, les sportifs deviennent les représentants d'une nation plus que des concurrents individuels. À ce titre, ils contribuent à la fabrication et à l'évolution des images de leur pays. Pour l'Uruguay, petit pays objet des convoitises de ses deux voisins, les victoires aux Jeux de 1924 et 1928 sonnent comme une reconnaissance de son existence dans le concert des nations. À force d'efforts diplomatiques, il obtint l'organisation de la première Coupe du monde, créée par la FIFA. Les règles d'amateurisme strict édictées par le CIO allaient en effet à l'encontre de la généralisation du professionnalisme au cours des années 1920, corollaire de la démocratisation du football : l'Autriche l'autorise en 1924, l'Italie en 1926. De plus, la fascination que ce sport commençait à exercer devenait un ingrédient du succès populaire et financier des Olympiades. La FIFA y vit l'occasion de s'émanciper de la tutelle du CIO, autant d'un point de vue institutionnel que matériel. L'engouement des Uruguayens pour leur équipe nationale culmina à l'occasion des victoires contre l'Argentine et le Brésil lors des finales de la Coupe du monde en 1930 et de celle de 1950 accueillie par le Brésil. Ils avaient trouvé le symbole de la modernisation réussie d'une nation qui se présentait comme la plus démocratique et la plus évoluée d'Amérique du Sud. Comme le déclara Ondino Viera, joueur puis entraîneur de la Celeste : « Certains pays ont une histoire, l'Uruguay a le foot ». L'Argentine, qui joue les finales de 1928 et de 1930, reproduit un même mécanisme d'appropriation nationale et populaire. Pratique distinctive des élites bourgeoises anglophiles après qu'il a été introduit dans les années 1860, le football a là aussi été investi de préoccupations nationalistes. Le projet de bâtir une nation forte en forgeant une histoire patriotique et en s'appuyant sur une race régénérée trouve sa traduction dans un style de jeu viril (la *grinta*), propre aux autochtones créoles de Buenos Aires et que l'on veut supérieur au modèle anglais. Le football et son imaginaire apportent une contribution essentielle à la genèse de l'identité argentine. Si les passions se déchaînèrent donc sur les deux rives de la Plata à l'occasion de la finale, disputée à l'Estadio Centenario de Montevideo devant 100 000 spectateurs, elles ne traversèrent pas l'Atlantique où l'événement passa largement inaperçu.

Vu d'Europe, le premier championnat du monde organisé en Uruguay au mois de juillet 1930 ne retient ainsi qu'une attention distraite de la presse. Il est vrai que seules quatre équipes du Vieux Continent, et de second plan (la France, la Belgique, la Yougoslavie et la Roumanie), ont fait le déplacement pour participer à ce qui ressemble à un tournoi interaméricain. Certaines absences sont explicables : au congrès de la FIFA tenu à Amsterdam en 1928, cinq des 28 fédérations avaient voté contre la création d'une Coupe du monde ouverte aux joueurs professionnels : il s'agissait des pays scandinaves ou balte (Danemark, Finlande, Norvège, Suède et Estonie), partisans de l'amateurisme. Logiquement, ils ne se déplacent pas. L'opposition la plus résolue semble avoir été celle de l'Italie : deux motivations motivaient son intransigeance. La date tardive du tournoi et l'éloignement pendant plusieurs semaines ne convenaient tout d'abord pas aux clubs professionnels italiens. Le diplomate uruguayen Buero, qui négocie avec le président de la FIGC Leandro Arpinati, ancien ras et podestat de Bologne devenu sous-secrétaire d'état à l'intérieur, soupçonnait aussi les dirigeants italiens de sous-entendus politiques. Il avait en effet la conviction que « l'Italie [alimentait] le désintérêt de l'Europe centrale afin d'organiser un tournoi de substitution ». Il est vrai que depuis 1927, l'Italie participait avec les équipes nationales autrichienne, hongroise, tchécoslovaque et suisse à la Coupe internationale. Les liens sportifs ainsi tissés pouvaient passer comme l'adjuvant sportif de la stratégie de Mussolini visant à étendre l'influence de l'Italie dans une Mitteleuropa où le vide laissé par l'Allemagne avait été partiellement comblé par la diplomatie et les intérêts économiques français. Quoi qu'il en soit, la coupe du monde n'était pas un événement aussi important que les Jeux olympiques pour justifier la mise en branle des services de l'état pour forcer la FIGC à y participer. Les organes sportifs français tels que *L'Auto*, *Le Miroir des sports*, ou italien comme la *Gazzetta dello sport*, préfèrent d'ailleurs, tout au long du mois de juillet, réserver leur une au Tour de France ou l'essentiel de leurs articles consacrés au football à un autre tournoi, la Coupe des nations, qui réunissait à Genève les meilleurs clubs de dix pays européens. De même en 1934, la Coupe du monde souffrit de toute évidence de la concurrence du Tour d'Italie, qui passionne les Italiens bien plus que les matchs de la *Squadra Azzurra*. C'est que les cyclistes allaient eux vers les masses alors que les prix des billets d'entrée aux stades étaient prohibitifs. Leur accès était en fait réservé aux classes moyennes urbaines et les rencontres furent suivies par une minorité d'Italiens autour d'un poste de radio dont le public potentiel était estimé, à cinq millions d'auditeurs pour une population de plus de 41 millions de personnes. Le Duce lui-même ne se décida à soutenir financièrement le comité d'organisation de la FIGC qu'une fois la qualification de la Squadra acquise : cette compétition, encore récente, ne bénéficiait certes pas du prestige aristocratique des Jeux olympiques, mais pouvait être un instrument, même modeste, de la politique extérieure de

l'Italie.

En Allemagne au même moment, le football était loin de constituer le sport national. Dans les années 1930, la fédération allemande (la DFB – *Deutsche Fußball Bund*) n'arrivait pas à rivaliser avec la vénérable Association des gymnastes (la *Deutsche Turnerschaft*) dont les effectifs étaient dix fois plus nombreux et dépassaient les deux millions d'adhérents. Le football n'était pratiqué que par un groupe social hétérogène, celui des employés, et était à la fois rejeté par la bourgeoisie, attachée à l'amateurisme, et les ouvriers, qui lui préféraient les activités gymniques. Le mouvement footballistique restait confidentiel et était imprégné des valeurs du groupe : alors que les syndicats d'employés cherchaient à institutionnaliser et à différencier leur profession selon l'ordre hiérarchique des guildes (*Lehrlinge* – apprentis, *Gesellen* – compagnons et *Meister* – maîtres), l'usage était et est toujours d'appeler les champions *Meister*. Et c'est naturellement la littérature professionnelle et syndicale qui donne le plus d'informations sur les *Weltmeisterschaften* de 1930 et 1934. Le sport ne se diffusera à toute la société que dans l'après-guerre, et notamment après la victoire de 1954. Certains historiens d'outre-Rhin se plaisent ainsi à dater la fondation de la RFA non pas en 1949 mais en 1954, quand l'épopée de la *Wunder von Bern* (la victoire de l'équipe ouest-allemande dans la Coupe du monde de football organisée en Suisse) aurait légitimé la nouvelle république en suscitant l'adhésion populaire qui lui manquait. On découvre alors ce sport et surtout on célèbre la victoire : la *Nationalmannschaft* devient la seule expression autorisée de l'orgueil patriotique et redore un blason quelque peu terni (« Nous sommes redevenus ce que nous étions », dit-on alors).

Mais le cas le plus singulier demeure sans conteste celui britannique : leur système sportif était si abouti qu'il se suffisait à lui-même, si indifférent à l'image de l'autre chez soi et à l'image de soi chez l'autre qu'il en choisit l'autarcie. Ainsi les Anglais se désintéressèrent-ils longtemps de leur équipe nationale et de ses exhibitions triomphantes contre les continentaux, simples piqûres de rappel du juste ordre des choses et de leur évidente supériorité. Aussi délaissèrent-ils les premières Coupes du monde, eux qui avaient quitté la FIFA en 1928, leurs championnats étant chose plus sérieuse. En 1950, les journalistes anglais quittent le Brésil après l'élimination de leur équipe nationale, étonnés que les autres Européens n'en fassent pas de même : quel était désormais l'intérêt de la compétition ? Le bel agencement prit fin en novembre 1953, lorsque la Hongrie écrasa l'Angleterre à Wembley 6-3, événement fondamental dans la prise de conscience d'un déclin plus général. L'attachement authentique à l'équipe nationale n'apparut qu'en 1966 où l'Angleterre voulut prouver, qu'au moins en matière de football, elle demeurait une grande puissance.

En Europe, c'est donc seulement depuis les années 1950 que les Coupes du monde deviennent de puissantes machines à élaborer des systèmes de représentation, plus ou moins achevés, plus ou moins solides. Les actes fondateurs sont datables, les héros sont célébrés, les événements sont narrés. Les images sportives positives permettent de forger des mythes, eux-mêmes utiles pour bâtir des identités. Selon certains, la circulation accrue de joueurs entre les continents et l'influence croissante des clubs, expliquerait l'asthénie et la dilution de la force du sentiment d'attachement aux équipes nationales. L'intérêt que suscite la Coupe du monde témoigne toutefois de son inscription dans l'histoire des communautés. Sa vitalité tient également aux ancrages identitaires qu'elle cultive, à sa capacité à transformer des péripéties, heureuses ou malheureuses, en souvenirs communs, et des footballeurs en symboles nationaux. Ces traditions sportives, tout inventées et construites qu'elles soient, finissent par opérer et jouer le rôle de liant, entre co-nationaux mais aussi entre les hommes et leur nation.